OBSERVATION DU TERRITOIRE N°42

PAYS DE LORIENT BAROGRAPHE

SUIVEZ-NOUS
www.audelor.com

Croissance
France
Prévision 2025 : -0,2 points

Emploi
Bretagne
Évolution au dernier trimestre : -0,2 %

Emploi
Lorient-Quimperlé
Créations 2024 : +0,7 %

Chômage
Lorient-Quimperlé
Des taux bas : 6,0 %

SOMMAIRE

Aménagement
Formes urbaines
2 Besoin en logements et objectif de réduction de la consommation d'espace : un recueil de projets inspirants

Mobilité
Enquête ménages déplacements
4 Analyse de l'enquête réalisée auprès de 4000 habitants : comment évoluent les distances et les temps passés à se déplacer des habitants du pays de Lorient ?

Démographie
Petite enfance
6 Portrait de l'évolution des moins de 3 ans et de leur famille sur l'agglomération de Lorient.

Démographie
Vieillissement
9 Analyse du vieillissement de la population du territoire et des enjeux de la prise en compte de ce vieillissement.

Économie
Économie maritime
18 Évolution et poids économique d'un secteur emblématique du territoire.

Économie
Défense
20 Portrait d'un acteur majeur de la vie économique et sociale du pays de Lorient-Quimperlé.

Économie
Polarisation de l'emploi en Bretagne
26 Analyse de l'emploi et de sa localisation en Bretagne depuis 1975

L'équilibre est une situation particulière où l'ensemble des "forces" en présence sont égales. On en distingue deux formes : l'équilibre statique ou dynamique. Les territoires recherchent le second : poursuivre leur développement sans se trouver déstabilisés.

"La vie, c'est comme une bicyclette, il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre" disait Albert Einstein. Sur la bicyclette territoriale, plusieurs thématiques mobilisent les politiques publiques afin de continuer à avancer sans chuter et en prenant garde à ne pas accentuer les inégalités derrière soi. La bicyclette a de nombreux cols à franchir. La démographie en constitue un de taille. Les naissances, les décès, les migrations, font passer les territoires, selon les périodes, du rajeunissement au vieillissement. Et les enjeux ne sont pas les mêmes en matière de besoin d'équipements. La recherche de solutions pour favoriser l'accueil de population et maintenir l'équilibre entre les générations est l'objet des programmes locaux de l'habitat, des plans locaux d'urbanisme, des politiques jeunesse, d'accueil du jeune enfant, ainsi que des politiques sociales permettant de bien vieillir. De même, les questions économiques influent fortement sur les équilibres territoriaux. L'emploi, selon l'endroit où il se développe va accentuer ou atténuer les (in)égalités économiques entre composantes d'un grand territoire, qu'il soit continental, national, régional ou local. À cette dernière échelle il va influer sur l'évolution des besoins en déplacements : parfois les allonger, parfois en diminuer le nombre. Là aussi, garantir l'accès pour tous aux lieux d'emploi, aux services publics, est un défi du quotidien pour les politiques de mobilité.

Enfin, puisque que les questions d'équilibre ne sont jamais éloignées de celles d'égalité, comment ne pas évoquer celle entre les femmes et les hommes. L'époque nous invite à nous interroger individuellement et collectivement sur ce sujet. A ces grands enjeux le Barographe n'apporte pas de solution miracle mais donne à voir l'état des forces qui font ou défont ces grands équilibres.

» Actualité des entreprises 12
» Conjoncture 14

→ Société

Formation, emploi et salaires, quel bilan pour les femmes dans l'agglomération de Lorient

Emploi, formation, revenus : point sur la situation des femmes et des hommes sur l'agglomération de Lorient.

» Descriptif P. 23

Barographe n°42 // Décembre 2025
ISSN 1764-6693 Tirage : 1700 exemplaires // Directeur de la publication : Gilles Poupard // Rédaction : AudéLor 02 97 12 06 40
Design graphique : Mikigraphie 06 37 32 51 77 // Impression : Concept Imprimerie

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

Faire évoluer les formes d'habiter

Sortir des formes urbaines classiques et proposer des formes nouvelles inspirantes, tel est l'objectif du "Guide des formes urbaines adaptées aux communes périurbaines et peu denses". Cette publication répond aux besoins des élus du territoire de s'orienter vers de nouvelles manières de produire des logements. Face à la nécessité de préserver les sols et la biodiversité, l'optimisation des espaces urbanisés est encouragée en promouvant notamment une densification douce conjuguant sobriété, qualité urbaine et qualité de vie des habitants.

+ d'infos

→ communication à paraître – Décembre 2025 "Guide des formes urbaines adaptées aux communes périurbaines et peu denses"
sur www.audelor.com / Publications & études.

Une pénurie de logements pour des foyers de taille de plus en plus réduite

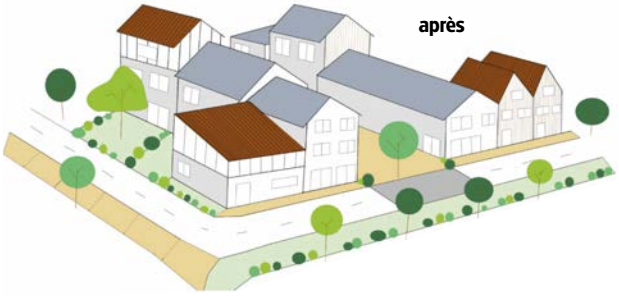
De nombreuses communes du pays de Lorient-Quimperlé font face aux défis du manque de logements abordables pour les actifs et au vieillissement de leur population. Une partie de la population, notamment les jeunes et les plus modestes, peinent à se loger tant par l'accession que par la location, sauf à s'éloigner davantage de leur lieu de travail. Le déséquilibre entre la taille des logements et celle des ménages se creuse. En même temps, la volonté, prescrite dans les SCoT, de revitaliser les centres-bourgs vise à ralentir les extensions urbaines sur les terres agricoles et naturelles. .

Sur les traces d'opérations renouvelées

L'habitat neuf a été trop longtemps cantonné aux lotissements classiques qui sont fortement consommateurs d'espaces agricoles ou naturels. Aujourd'hui, il est nécessaire d'intégrer la sobriété foncière, le lien social et le besoin de nature en ville. Un changement profond dans la philosophie de l'aménagement du territoire est à l'œuvre tant dans les documents d'urbanisme que les pratiques avec une optimisation du foncier et du parc existant ou encore des divisions parcellaires organisées ou spontanées.
Mais comment agir pour modifier la forme urbaine, la disposition des habitations, l'architecture, les matériaux et le remodelage des parcelles ? Le guide propose 20 opérations "modèles" déjà réalisées, réelles sources d'inspiration et 9 autres axées sur des objectifs plus spécifiques. Il présente une aide et des conseils pour mener à bien les projets.

Bâtir en cœur de bourg malgré la rareté du foncier

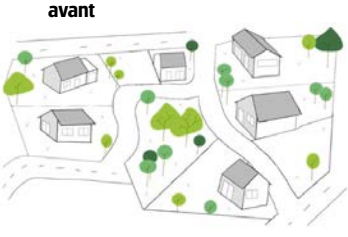
Les cœurs de villes sont généralement constitués d'un patrimoine bâti historique. Plusieurs transformations et réorganisations sont possibles comme la création d'habitations nouvelles dans de petits espaces fonciers libres à l'intérieur des parcelles existantes ou la recomposition des logements à l'intérieur du bâti existant. En privilégiant des typologies variées dans un cadre très paysager, en se saisissant des biens vacants ou en déshérence, on obtient une densité apaisée qui réanime les quartiers anciens.

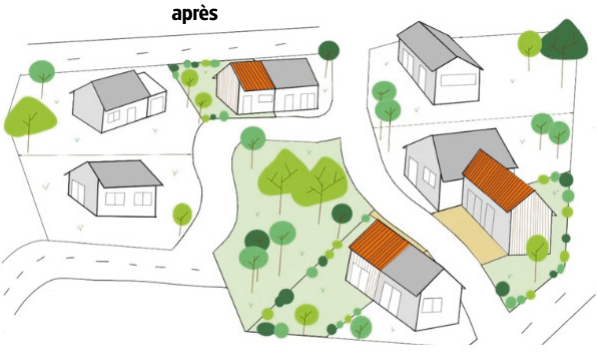


Source : Illustration AudéLor, inspiré du travail du CAUE Haute Garonne "Sobriété foncière et qualité du cadre de vie dans les tissus urbains existants".

Révéler le "foncier invisible" et changer les modèles d'aménagement

Pour réussir une stratégie de sobriété foncière, il importe de recenser le potentiel foncier et bâti afin de mobiliser l'existant. Face à une réalité opérationnelle plus longue, plus complexe et souvent plus coûteuse, il s'agit de s'appuyer sur les moyens et outils intercommunaux, régionaux ou nationaux et l'ensemble des acteurs de la filière. Dans les espaces périurbains, les possibilités de densification sont nombreuses, ainsi que les moyens de reconfiguration avec notamment une optimisation des grandes parcelles, avec des divisions, une mixité des usages et une typologie de logements correspondant aux besoins du marché.





Source : Illustration AudéLor, inspiré du travail du CAUE Haute Garonne "Sobriété foncière et qualité du cadre de vie dans les tissus urbains existants".

La sobriété foncière devient une promesse de qualité de vie, pas une punition

Au défi foncier s'ajoute un enjeu social : créer plus de lien et plus de vie avec moins d'espace, garantir un logement abordable. Cela passe par des espaces publics repensés et créatifs où les plantations sont généreuses, esthétiques avec des sols reconstruits vivants. Dans les opérations présentées, la densité douce, créative ne nie pas l'existant mais le recompose en évitant la montée drastique de l'artificialisation des sols, intégrant la gestion des eaux pluviales et la reconnaissance d'une biodiversité consolidée.

PAYS DE LORIENT

Nos déplacements : combien de temps, combien de kilomètres ?

Ces questions sont étroitement liées aux problématiques économiques, sociales et environnementales actuelles. La mobilité quotidienne des habitants du pays de Lorient est déterminée par la localisation et les conditions d'accès aux emplois, services et équipements présents sur le territoire. Passer plus de temps à se déplacer, effectuer des distances plus longues n'est pas sans conséquence sur la vie quotidienne, sur le pouvoir d'achat et sur les émissions de gaz à effet de serre. L'analyse des données de l'enquête ménages déplacements 2024 y apporte un éclairage.

+ d'infos

→ Communication n°270 – Novembre 2025 "Regards sur la mobilité des habitants du pays de Lorient - Publication 3 : Distances et temps de déplacements" sur www.audelor.com / Publication & études.

Un allongement des distances moyennes : + 16 % en 8 ans

Les habitants du pays de Lorient se déplacent de plus en plus loin. Tous modes et tous motifs confondus, la distance moyenne d'un déplacement (calculée à vol d'oiseau) est passée de 5,6 km en 2016 à 6,5 km en 2024 soit une augmentation de + 16 %.

Cet accroissement de la distance moyenne parcourue s'explique d'abord par un fort recul de la mobilité de proximité entre 2016 et 2024. Les déplacements pour motifs achats et loisirs de moins de 4 km sont nettement moins nombreux en 2024 (139 000) par rapport à 2016 (192 000).

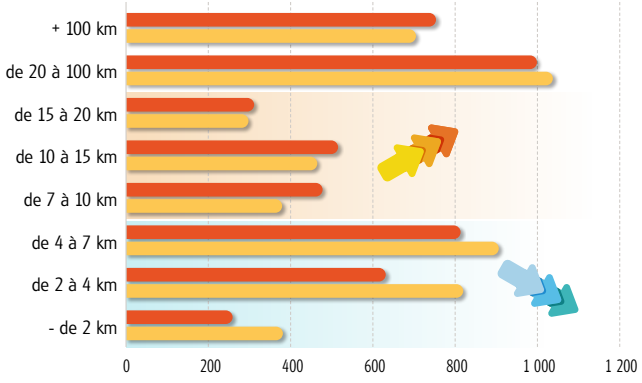
Les déplacements de plus de 7 km sont quant à eux en nette augmentation. Ils sont passés de 135 000 en 2016 à près de 150 000 en 2024. Ils représentaient 20% des déplacements en 2024 contre seulement 15% en 2016. Cette hausse est largement portée par les déplacements domicile – travail.

En conséquence, le nombre total de kilomètres parcourus ne baisse que de 4 % alors que le nombre total de déplacements a diminué de 18%. De 5 millions de kilomètres parcourus chaque jour par les habitants du pays de Lorient en 2016, on passe à 4,8 millions en 2024. Et si l'on ne considère que les déplacements motorisés individuels (voitures, camionnettes ou motos), le nombre de kilomètres cumulés augmente, passant de 2,9 millions en 2016 à 3 millions en 2024.

ALLONGEMENT DES DISTANCES

+ 16%

En 8 ans, les déplacements se sont allongés de 16 % dans le pays de Lorient. La mobilité de proximité recule au profit des trajets longs, augmentant les kilomètres motorisés.



Nombre de milliers de kilomètres parcourus cumulés par tranche de distance (par les habitants du pays de Lorient et par jour)

Source : EMD 2024 et 2016

2024
2016

Toujours plus de temps passé à se déplacer : + 12 % en 8 ans

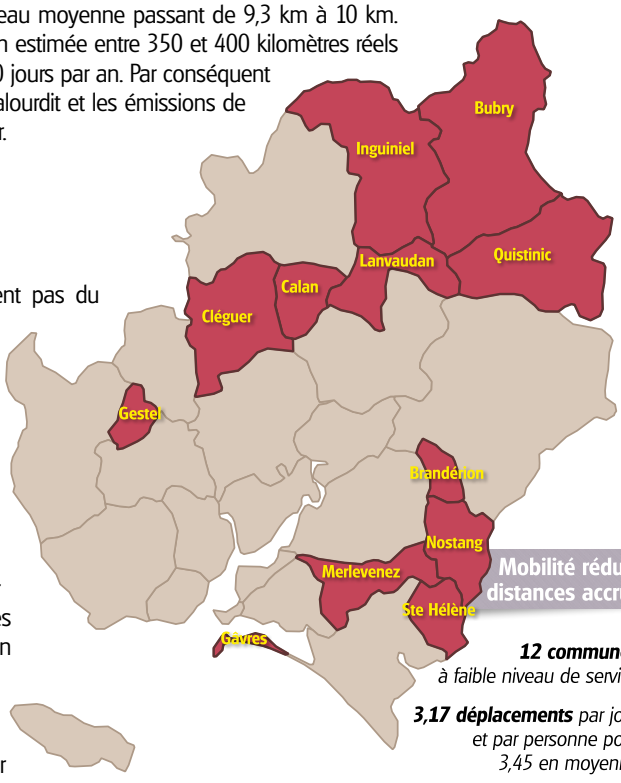
En 2024, le temps de déplacement moyen par personne et par jour est de 1 heure 10 alors qu'il n'était que de 64 minutes en 2004 et en 2016. Les habitants du pays de Lorient se déplacent moins souvent mais plus loin et plus longtemps. En 2004 et 2016, la durée moyenne d'un déplacement était d'environ 15 minutes. En 2024, elle s'élève à 20 minutes.

Les déplacements domicile - travail : plus loin, plus longs

Les déplacements domicile - travail structurent fortement le quotidien des actifs. En 20 ans, la durée moyenne d'un déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail a augmenté de 6 minutes (+37%) pour atteindre 22 minutes en 2024.
Les distances parcourues pour ce motif progressent également entre 2016 et 2024 avec une distance à vol d'oiseau moyenne passant de 9,3 km à 10 km. Cela correspond à une augmentation estimée entre 350 et 400 kilomètres réels par an pour un salarié travaillant 200 jours par an. Par conséquent le budget transport des ménages s'alourdit et les émissions de gaz à effet de serre peinent à ralentir.

Des disparités entre communes

Toutes les communes ne bénéficient pas du même niveau d'équipements et de services à la population. Certaines disposent d'une offre relativement faible, ce qui contraint leur population résidente à se déplacer sur d'autres communes pour pouvoir répondre à leurs besoins en matière de santé, d'éducation, de loisirs ou d'alimentation.
L'enquête de 2024 révèle que pour les habitants des petites communes éloignées du cœur d'agglomération les distances parcourues sont plus longues (1,5 fois supérieures à la moyenne).
Au regard des distances à parcourir et de l'offre de desserte du réseau de transports en commun sur ces communes, leurs habitants privilégient aujourd'hui l'usage de l'automobile comme solution à leurs besoins de mobilité quotidienne. Ils font aussi le choix (ou non) de réduire leur nombre de déplacements : 3,17 déplacements par jour et par personne pour 3,45 en moyenne.



Mobilité réduite, distances accrues

12 communes *à faible niveau de service*

3,17 déplacements *par jour et par personne pour 3,45 en moyenne*

Distance moyenne d'un déplacement : ***10 km*** *pour 6,5 km en moyenne*

LORIENT AGGLOMÉRATION

Les enfants de moins de 3 ans et leur famille

Les communes sont officiellement devenues début 2025 les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant, en charge de structurer un service public de la petite enfance. C'est l'occasion de regarder la situation des moins de trois ans sur le territoire de Lorient Agglomération.

CROISSANCE

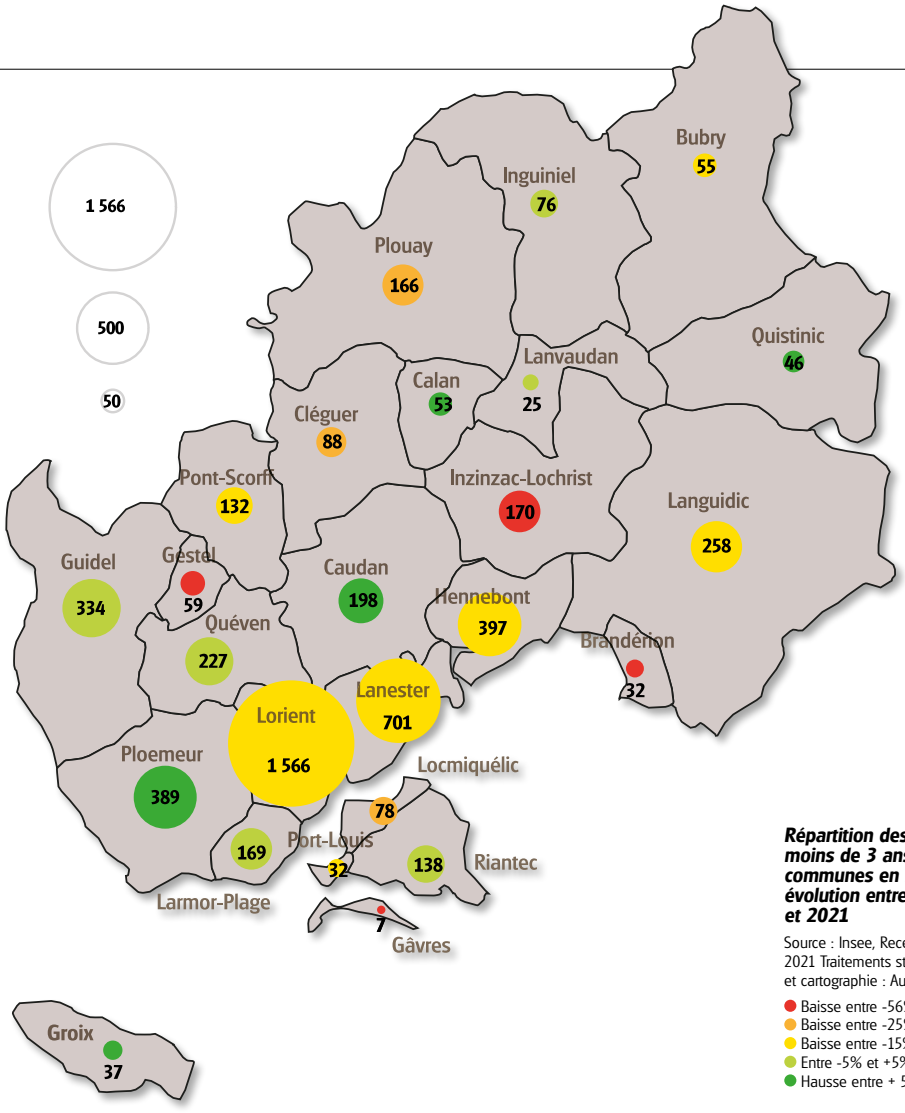
+200

Les projections réalisées par l'Insee en 2021 prévoyaient une baisse des moins de 3 ans à un peu moins de 5 200 en 2025 mais un regain sur les 10 années suivantes pour atteindre un peu plus de 5 400 enfants de moins de 3 ans en 2035.

5 400 enfants de moins de 3 ans sur le territoire de Lorient Agglomération

Les moins de 3 ans constituent 2,6 % de la population. Ils sont plutôt sous-représentés sur les communes littorales et sur-représentés sur les communes de seconde couronne de l'agglomération. Entre 2015 et 2021 leur part dans la population globale et leur nombre ont diminué. Ils représentaient 2,9 % de la population en 2015 et étaient 500 de plus.

Les effectifs sont en baisse dans 2 communes sur 3. Les diminutions sont particulièrement fortes sur Brandérion (-40 enfants), Gestel (-24) et Inzinzac-Lochrist (-61). Leur nombre n'a augmenté que sur 8 communes. C'est sur Groix que la croissance est la plus rapide (+18,9 %) mais elle est très modeste en nombre (+6). Le rythme de progression est proche sur Caudan et Ploemeur mais cela représente des effectifs importants (respectivement +28 et +45 enfants).



Répartition des moins de 3 ans par communes en 2021 et évolution entre 2015 et 2021

Source : Insee, Recensement 2021 Traitements statistiques et cartographie : AudéLor 2025

- Baisse entre -56% et -25%
- Baisse entre -25% et -15%
- Baisse entre -15% et -5%
- Entre -5% et +5%
- Hausse entre + 5% et +19%

Près de 1900 naissances par an

Le nombre de naissances annuel sur le territoire de Lorient Agglomération est relativement stable. Si la moyenne est de 1 887 naissances par an, celle-ci est en légère baisse sur la période 2019-2023 (1 878) par rapport à 2014-2018 (1 897). La dynamique est plutôt positive pour 14 communes sur 25, mais les communes sur lesquelles le rythme baisse sont celles sur lesquelles les volumes sont les plus importants (Lorient, Lanester).

Cette cohorte de presque 1900 naissances par an sur le territoire reviendrait à 5 700 enfants de moins de 3 ans au bout de trois ans, soit un peu plus que les 5 400 constatés en 2021. Une partie de la diminution s'explique par le ralentissement ces dernières années du nombre de naissances et en partie compensé par le jeu des migrations.

Un solde migratoire positif chez les 0-4 ans

Pour ces derniers, le solde migratoire, soit la différence entre les arrivées et les départs du territoire communal, est en moyenne positif de +140 par an parmi les 0-4 ans sur l'ensemble du territoire entre 2013 et 2021.

L'évolution des effectifs est assez faible à l'échelle de l'agglomération mais les variations communales peuvent être importantes. Ceci engendre des tensions sur l'offre d'accueil de jeunes enfants ou de baisse d'activité des assistantes maternelles ou de l'accueil collectif. Il est dès lors important de suivre et anticiper les évolutions d'effectifs et les impacts sur les services publics et les infrastructures locales.

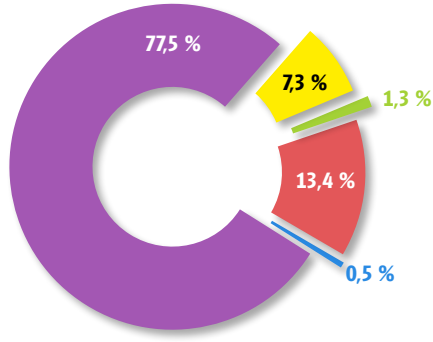
Des profils de familles jeunes, actives et en couple

La très grande majorité des familles avec des enfants de 3 ans ou moins sont des couples. 85 % des enfants vivent avec leur deux parents (dont 7 % en famille recomposée) et 1% avec un seul de leur parent. Enfin, 13 % de ces enfants vivent au sein d'une famille mono-parentale, qui dans 91 % des cas a une femme à sa tête.

Situation familiale des ménages avec enfants de 3 ans ou moins.

Source : Insee, Fichier détail Individus 2021

- Enfant famille traditionnelle
- Enfant d'un couple dans une famille recomposée
- Enfant d'un seul des adultes de la famille recomposée
- Enfant d'une famille monoparentale
- Hors famille



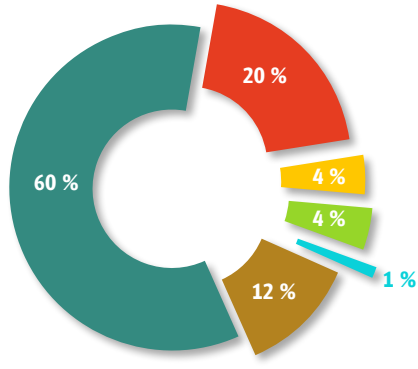
Pour la quasi-totalité des enfants de moins de 3 ans (96 %) au moins un des deux parents est actif. Les deux sont actifs dans 60 % des cas. Leur besoin en accès à un mode de garde est quasi incontournable. Parmi les couples où seulement l'un des deux adultes est actif (24,5 %), dans 84 % des cas c'est un homme. Au sein des familles monoparentales, 90 % des hommes et 70 % des femmes sont actifs.

73 % des personnes de référence des familles avec enfants de 3 ans ou moins ont entre 25 et 39 ans contre 22,2 % qui ont entre 40 et 54 ans.

Situation familiale des ménages avec enfants de 3 ans ou moins.

Source : Insee, Fichier détail Individus 2021

- Couple deux actifs
- Couple homme actif
- Couple femme active
- Fam. monop. Femme
- Couple non actif
- Fam. monop. Homme



Des parents actifs avec une forte mobilité

Parmi les ménages avec enfants la grande majorité sont des navetteurs. Seulement 38,4 % des adultes actifs travaillent dans leur commune de résidence. Cette proportion est plus élevée chez les femmes. Dans les familles monoparentales, les femmes sont 45,5 % à travailler sur leur commune de résidence (seulement 35,5 % des hommes). Dans les familles où un seul des adultes est actif, quand il s'agit d'une femme, dans 39,5 % des cas elle travaille sur sa commune de résidence (32,5 % si c'est un homme).

La part des parents travaillant sur leur commune de résidence est beaucoup plus forte à Lorient, car il s'agit du principal pôle d'emploi du territoire, et à Groix pour des raisons géographiques et de mobilité.

Le besoin de recours à un mode de garde pour les jeunes enfants est très élevé compte tenu du fort taux d'activité des parents. La concentration de l'emploi sur le territoire engendre beaucoup de mobilité pour les parents.

NB : Un actif est une personne en emploi ou en recherche d'emploi

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

Le doublement des 75 ans et plus d'ici 2050, un défi démographique majeur

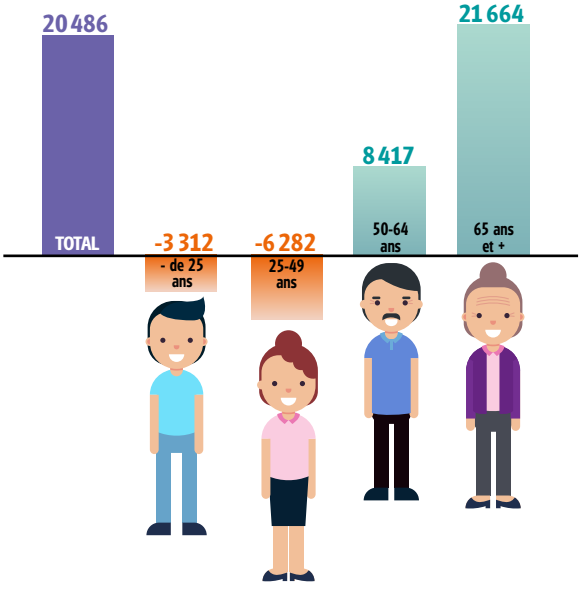
Le vieillissement démographique s'accélère en Europe, porté par le vieillissement des baby-boomers, l'allongement de l'espérance de vie et la baisse de la natalité. Le pays de Lorient-Quimperlé n'y échappe pas : d'ici 2050, le nombre de personnes de 75 ans et plus va doubler sur le territoire. Un bouleversement qui annonce des défis majeurs localement en matière d'habitat, de santé, de cohésion sociale ou encore d'emploi.

+ d'infos

→ Communication à paraître - "Le pays de Lorient-Quimperlé en 2050 : les défis du vieillissement de la population" - Janvier 2026.

Un vieillissement démographique marqué

Le territoire compte 284 000 habitants et voit sa population vieillir rapidement. En effet, le nombre de seniors (les 65 ans et plus) a augmenté de 42,5 % depuis 2006, tandis que les moins de 25 ans ont diminué de 4,3 %.
Les 65 ans et plus sont désormais aussi nombreux que les moins de 25 ans, soit 26 % de la population. Ce vieillissement s'explique par l'arrivée à un âge avancé des baby-boomers, une espérance de vie en hausse (plus de dix ans depuis les années 1960), et une natalité en baisse.



Évolution de la population par tranche d'âge sur le pays de Lorient-Quimperlé entre 2006 et 2022

Source : Insee
Traitement AudéLor

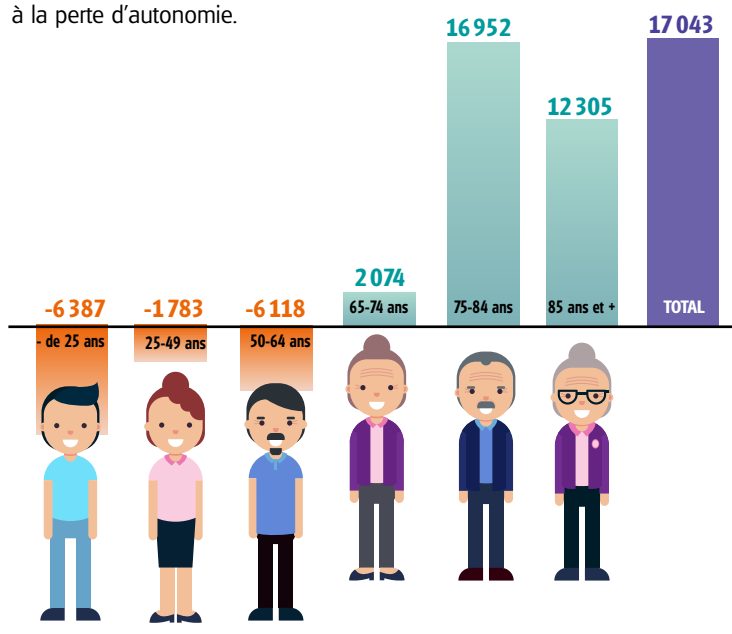
La croissance démographique uniquement portée par le solde migratoire

La croissance démographique repose désormais sur le solde migratoire. En effet, il y a aujourd'hui plus de décès que de naissances sur le territoire : le solde naturel est négatif.
Avec 134 arrivées pour 100 départs en moyenne entre 2013 et 2021, le pays de Lorient-Quimperlé est attractif. Mais ce flux est déséquilibré : le territoire attire des actifs et des seniors, tandis que les jeunes le quittent pour leurs études ou un emploi. Le territoire combine ainsi le vieillissement de la population sur place et une plus forte contribution des seniors au solde migratoire.

Deux fois plus de 75 ans et plus en 2050

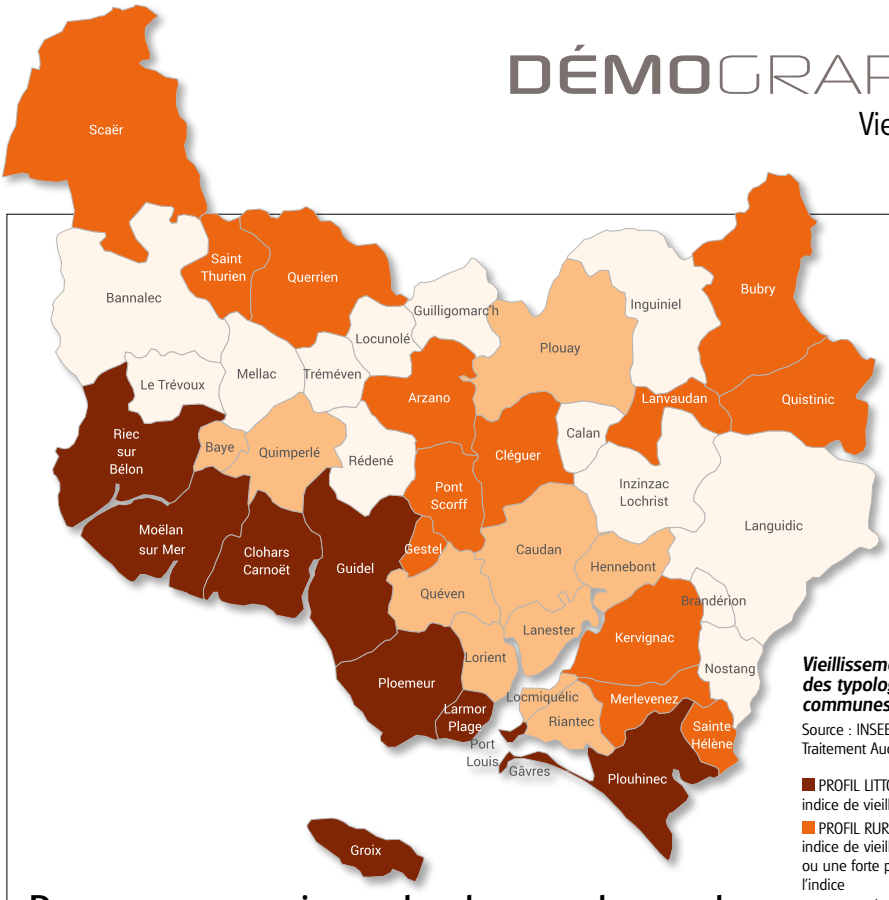
Selon les projections de l'Insee, la population va augmenter légèrement mais avec une forte évolution structurelle. Les moins de 65 ans seront moins nombreux qu'aujourd'hui tandis que les 65 ans et plus vont considérablement augmenter. Parmi eux, les 75 ans et plus verront leur part doublée pour atteindre 20 % de la population. On note également une forte croissance des 85 ans et plus, une tranche d'âge particulièrement vulnérable à la perte d'autonomie.

Évolution de la population sur le pays de Lorient-Quimperlé par tranche d'âge entre 2020 et 2050
Source : Insee, scénario central
Omphale – Traitement AudéLor



Un vieillissement plus marqué sur le littoral et en zone rurale

Le vieillissement ne touche pas uniformément le territoire : quatre dynamiques se dégagent.
Sur le littoral, les indices de vieillissement sont très élevés. Ces communes, attractives pour les retraités aisés mais moins abordables pour de jeunes ménages, voient leur part de seniors s'intensifier.
Les communes rurales connaissent un vieillissement structurel, lié au départ des jeunes et au maintien des seniors sur place. Leur indice de vieillissement est modéré à fort, et plutôt en forte progression.
Les pôles urbains et leur périphérie connaissent plutôt une stabilité, grâce à une mixité générationnelle avec de jeunes actifs, des familles et des seniors. Leur indice de vieillissement est modéré et sa progression est limitée.
Enfin, certaines communes sont plutôt en transition : leurs indices de vieillissement sont faibles à modérés, et en faible croissance. Le vieillissement sur place des populations cohabite avec une dynamique d'accueil de jeunes ménages en quête de foncier abordable.



Vieillissement : des typologies de communes différentes

Source : INSEE 2010-2021 – Traitement AudéLor

- PROFIL LITTORAL
  indice de vieillissement très fort
- PROFIL RURAL
  indice de vieillissement fort ou une forte progression de l'indice
- PROFIL PÔLES URBAINS ET PÉRIPHÉRIE
  indice de vieillissement modéré et une évolution limitée de l'indice
- PROFIL EN TRANSITION
  indice de vieilllissement faible àmodéré et faible progression de l'indice

Des personnes vivant de plus en plus seules avec l'âge

Il s'agit d'une tendance globale : les personnes vivent de plus en plus seules. Aujourd'hui, 35 % des ménages du territoire sont des personnes seules, une proportion comparable à celle du niveau national ou régional. Cette part s'élève à 47 % pour la tranche d'âge des 65 à 79 ans, et atteint 64 % chez les 80 ans et plus.
Si vivre seul n'est pas synonyme d'isolement, le risque est cependant plus important. Ce phénomène pose des défis majeurs en termes de maintien du lien social, d'accès aux soins et de qualité de vie.

Les 5 défis du vieillissement de la population

En 2050, un habitant sur cinq du pays de Lorient-Quimperlé aura plus de 75 ans. Cette transformation démographique soulève 5 questions majeures pour le territoire.

→ Les besoins en logements évolueront fortement, avec une très forte demande de petits logements alors que l'offre actuelle est insuffisante. Il sera également nécessaire d'adapter les logements existants aux besoins des seniors.

→ Les capacités en soins et accompagnement, déjà sous tension, devront doubler, notamment les EHPAD et les services à domicile, face à l'augmentation du nombre de personnes dépendantes.

→ Lutter contre l'isolement des personnes âgées sera un défi social majeur.

→ L'adaptation du cadre de vie, avec des villes plus accessibles et plus végétalisées, sera déterminant pour préserver leur autonomie et leur lien social.

→ Parallèlement, le marché du travail subira des tensions. Les difficultés de recrutement s'aggraveront, avec des actifs de moins en moins nombreux et de plus en plus âgés. Les entreprises devront veiller à pouvoir maintenir les seniors en emploi et anticiper les remplacements des nombreux départs en retraite.

Ces enjeux concernent des seniors aux profils variés. Les 65-74 ans, souvent encore actifs et autonomes, n'auront pas les mêmes besoins que les 75-84 ans, dont les fragilités émergentes nécessitent un accompagnement plus important. Quant aux 85 ans et plus, leur dépendance plus forte nécessite souvent des soins spécialisés et réguliers.

Indice de vieillissement

Il s'agit du nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans.

JUIN

SiiF CAUDAN [Le Télégramme 6 juin 2025]
La société crée des cellules robotisées pour l'aéronautique, l'armement, l'automobile, le culinaire, la voirie… En 2026, elle va investir 1,7 millions d'euros pour agrandir son site de Caudan et 500 000 euros pour remplacer l'actuelle cellule robotisée d'essais. Le site compte 52 salariés.

Coop Breizh LORIENT [Ouest-France 17 juin 2025]
Le commerce spécialisé dans la culture bretonne a été liquidé. La société était implantée sur Lorient depuis 1997, les 13 salariés sont licenciés.

Seabird LARMOR-PLAGE [Les Échos 11 juin 2025]
L'entreprise, qui compte 4 salariés, expérimente avec des conchyliculteurs volontaires des filets de maintien des moules en matériaux biosourcés, mais également biodégradables et valorisables. La commercialisation à grande échelle est envisagée sous deux ans.

Lorient Keroman LORIENT [Le Journal des Entreprises 24 juin 2025]
Une ombrière de 3 000 m² va être installée pour un montant d'1,5 millions d'euros. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie de transition énergétique du port de pêche.

Prod Atlantique LORIENT [Le Journal des Entreprises 25 juin 2025]
L'usine de transformation et de filetage de poissons va investir 1,5 millions d'euros dans une ligne de filetage automatisé pour le saumon et la truite. Elle travaille également pour améliorer l'usage des emballages : réemploi pour le polystyrène et nouveaux matériaux recyclables.

La Colloc LORIENT [Ouest-France 28 juin 2025]
La structure de coworking a été placée en redressement judiciaire. La procédure doit permettre de restructurer l'activité pour repartir sur des bases solides.

JUILLET

Fives Syleps LORIENT [Le Journal des Entreprises 1er juillet 2025]
Spécialiste des solutions intralogistiques pour la grande distribution et l'agroalimentaire, l'entreprise qui emploie 250 salariés se développe à l'international. Après l'Italie et l'Espagne, ce sont les États-Unis qui sont visés.

Sense In LORIENT [Le Journal des Entreprises 3 juillet 2025]
La start up spécialisée dans le développement de capteurs d'usure des matériaux composites et céramiques a été liquidée. Elle comptait 16 salariés.

Sailiz LORIENT [Les Échos 18 juillet 2025]
L'entreprise créée début 2024 conçoit des vêtements dédiés aux navigatrices. Lauréate du concours "101 Femmes" de la BPI, la marque souhaite compléter sa gamme et se lance dans une première levée de fonds avec le soutien de Bretagne Sud Angels.

Icônes CAUDAN [Le Journal des Entreprises 24 juillet 2025]
L'imprimerie a reçu le soutien du dispositif national Rebond Industriel. Cet appui financier lui a permis d'investir dans de nouvelles machines pour répondre à la digitalisation du secteur. Elle emploie 72 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 10 millions d'euros par an.

AOÛT

Domaine de Locguénolé et Spa KERVIGNAC [Les Échos 30 juillet 2025]
Ouvert fin 2023 après une rénovation qui a nécessité 30 millions d'euros d'investissement, l'établissement propose 47 chambres, un spa de 300 m² et vient d'obtenir sa cinquième étoile. Il compte également 2 restaurants dont un gastronomique qui a fait son entrée au Guide Michelin.

Solid Sail Mast Factory LANESTER [Le Télégramme 20 août 2025]
Deux mâts en carbone de 70 m de long sont sortis du hall industriel lanestérien qui a nécessité 18 millions d'euros d'investissement. L'entreprise souhaite produire entre 10 et 15 mâts par an pour équiper des navires de commerce ou de croisière.

SEPTEMBRE

H2R Équipements LORIENT [Le Journal des Entreprises 4 septembre 2025]
Spécialisée dans le e-commerce de camping-cars, vans et bateaux, l'entreprise intègre de nouveaux locaux sur la zone de la Cardonnière à Lorient, passant de 1 900 à 2 800 m². Elle compte 45 salariés et a réalisé 22,7 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024.

Polyform Concept Métal INZINZAC-LOCHRIST [Les Échos 18 septembre 2025]
L'entreprise est lauréate du dispositif Rebond Industriel. Spécialisée dans la conception, la fabrication et l'installation de pièces et structures en métal, elle a réalisé 300 000 euros d'investissement en un an. Elle compte 41 salariés et réalise 4 millions d'euros de chiffre d'affaires.

SEPTEMBRE

Naval Group LORIENT [Ouest-France 17 septembre 2024]
Le chantier naval a livré sa première frégate de défense et d'intervention (FDI) Amiral Ronarc'h pour la Marine nationale. La France en a d'ores et déjà commandé 5 et 3 autres sont prévues pour la Marine grecque.

CDK Technologies LORIENT [Le Télégramme 16 septembre 2025]
L'entreprise a investi 8,5 millions d'euros pour agrandir ses locaux lorientais. Le site s'étend désormais sur 7 000 m². Le groupe emploie 150 salariés dont 80 à Lorient et réalise 15 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Atlantic Nature PLOEMEUR-KERVIGNAC [Le Télégramme 21 septembre 2025]
A travers sa marque Nat & Form, l'entreprise commercialise 550 millions de gélules des compléments alimentaires sous 550 références différentes. Elle emploie 95 salariés et 55 commerciaux et a doublé son chiffre d'affaires en 4 ans.

SDTN-Krepelek KERVIGNAC [Ouest-France 22 septembre 2025]
Spécialisée dans la fabrication de lignes automatiques et de manèges à crêpes, l'entreprise réalise 50 % de son chiffre d'affaires à l'export. Les 19 salariés conçoivent des solutions spécifiques pour chaque client.

SEAir KERVIGNAC [Le Télégramme 24 septembre 2025]
L'entreprise spécialisée dans les drones navals à foils va lancer une double levée de fonds pour asseoir ses activités dans la Défense et ouvrir ses activités vers de nouveaux secteurs comme le grand luxe. Ces levées de fonds devraient permettre de doubler l'effectif actuel des 15 salariés.

OCTOBRE

Self Tissus LORIENT [Ouest-France 6 octobre 2025]
L'enseigne bretonne de tissu et mercerie a été placée en liquidation judiciaire avec poursuite d'activité. Elle compte 9 magasins en Bretagne dont un à Lorient. Elle a 3 mois pour trouver un éventuel repreneur.

NKE Group HENNEBONT [Ouest-France 6 octobre 2025]
Le groupe breton rejoint le spécialiste espagnol des solutions technologiques pour l'océan, Satlink. L'ensemble va devenir le leader européen des sciences océaniques.

Quick LANESTER [Ouest-France 22 octobre 2025]
L'enseigne de restauration rapide ouvre un restaurant à Lanester. L'établissement s'appuie sur une équipe de 80 salariés.

Seaber LORIENT [Le Journal des Entreprises 23 octobre 2025]
L'entreprise positionnée sur le secteur des drones marins a levé 1,5 million d'euros pour soutenir son développement international. Elle compte 20 salariés et double son chiffre d'affaires chaque année.

NOVEMBRE

Windcoop LORIENT [Le Journal des Entreprises 4 novembre 2025]
L'entreprise lance sa 3e levée de fonds pour soutenir la construction du premier porte-conteneurs à voile du monde.

Naval Group LORIENT [Le Journal des Entreprises 18 novembre 2025]
La commande d'une 4e frégate de défense et d'intervention a été confirmée par la Grèce. Le navire sera construit à Lorient.

FC Lorient LORIENT [Le Journal des Entreprises 19 novembre 2025]
Le groupe américain Black Knight Football Club est en passe de racheter le FC Lorient.

WEchalleng LORIENT [Le Journal des Entreprises 24 novembre 2025]
La start-up lance le premier aidant numérique dédié aux troubles de la mémoire. Après une phase de R&D et de test, l'entreprise cherche à lever des financements pour déployer sa solution.

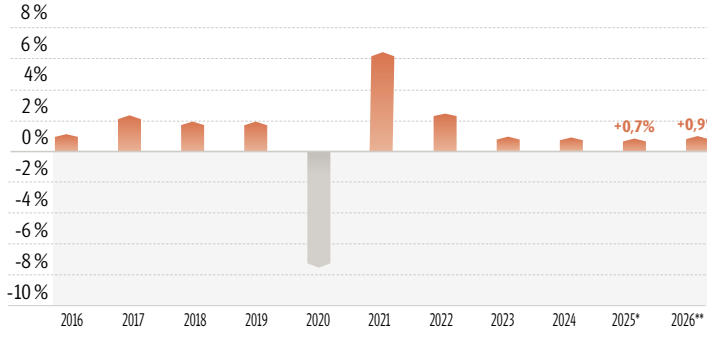
SD Services CAUDAN [Ouest-France 26 novembre 2025]
Les 11 salariés de l'entreprise basée à Kerpont, aménagent des fourgons utilitaires pour les professionnels. Certifiée UTAC, gage de conformité règlementaire, l'entreprise dispose de 1 200 m² d'atelier.

Lorient Keroman CAUDAN [Ouest-France 25 novembre 202]
L'aire de réparation navale a reçu son nouvel élévateur à bateaux. Capable de mettre au sec des navires jusqu'à 800 tonnes, il est le plus puissant de la façade Atlantique.

Sources : Le Télégramme, Ouest-France, Le Journal des Entreprises, Les Échos.

France

→ Des prévisions de croissance faible pour 2025 et 2026.



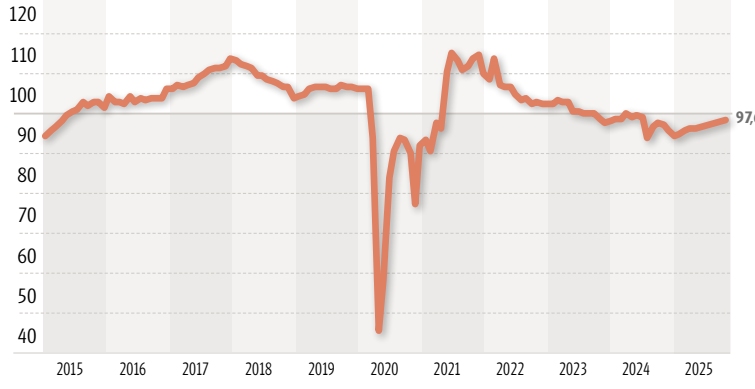
Évolution annuelle du PIB en France en %

Source : Insee
Traitement AudéLor
*Prévision Insee – septembre 2025
**Prévision Banque de France – septembre 2025

La faiblesse de la consommation des ménages et du niveau d'investissement des entreprises limite la croissance.

France

→ Un climat des affaires durablement morose



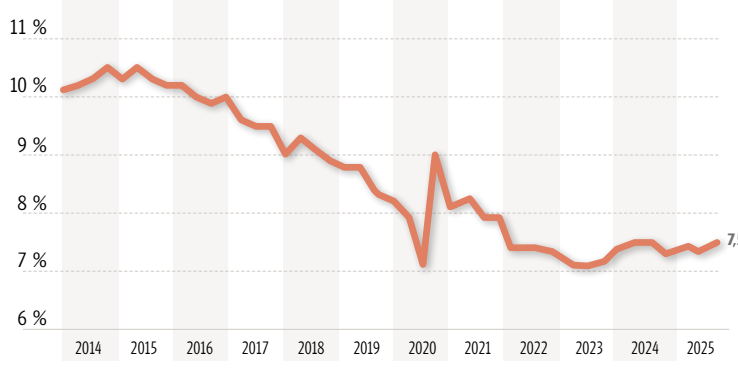
Climat des affaires

Source : Insee – Niveau moyen de long terme 100 – Traitement AudéLor

Même s'il se redresse légèrement en novembre, le climat des affaires est en dessous de son niveau de long terme depuis l'été 2024.

France

→ Un chômage stable



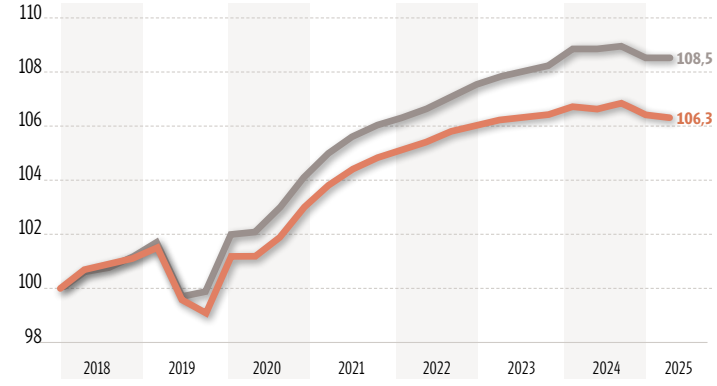
Taux de chômage en France (hors Mayotte) depuis 2014

Source : Insee
Traitement AudéLor

Malgré de légères fluctuations, le chômage au niveau national reste stable depuis fin 2023 autour de 7%.

Bretagne

→ Une stabilité de l'emploi en Bretagne



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié en France et en Bretagne depuis 2018 en base 100

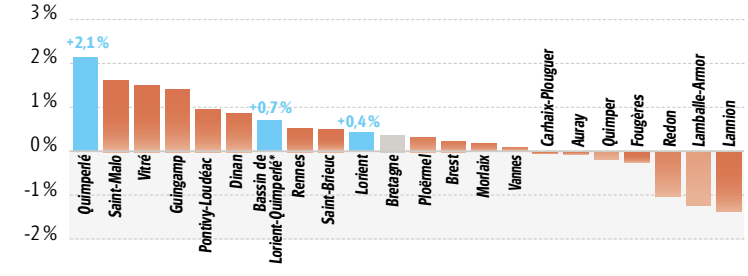
Source : Insee - Traitement AudéLor

● : Bretagne
● : France

Après plus de 3 ans de croissance ininterrompue, l'emploi stagne en France et en Bretagne.

Bretagne

→ Un ralentissement des créations d'emplois sur le bassin de Lorient-Quimperlé*



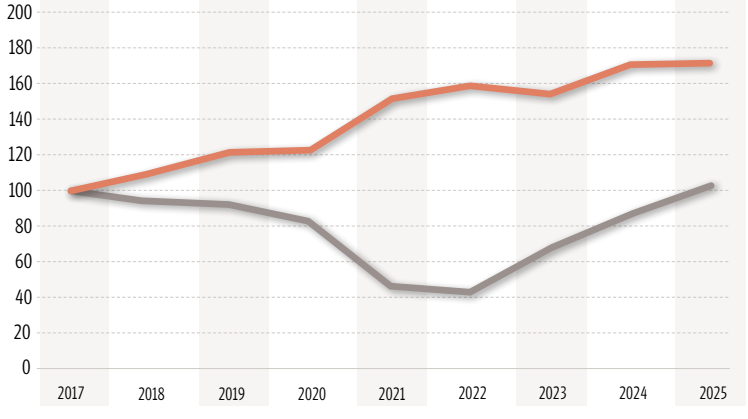
Évolution annuelle de l'emploi salarié privé entre 2024 et 2025 par zone d'emploi (point à fin juin)

Source : Urssaf – Traitement AudéLor
*Cumul des zones d'emploi de Lorient et Quimperlé

Entre juin 2024 et juin 2025, l'emploi salarié privé sur le bassin de Lorient-Quimperlé continue de croitre avec toutefois des différences importantes entre territoires. La zone d'emploi de Quimperlé est la plus dynamique de Bretagne (+2,1 %), celle de Lorient (0,4%) est proche de la moyenne régionale et au 9e rang des zones d'emploi bretonnes.

Morbihan

→ Des défaillances d'entreprises au plus haut depuis 2017



Créations et défaillances d'entreprises sur 12 mois en base 100 depuis 2017 (point en juillet)

Source : Insee
Traitement AudéLor

● : Création
● : Défaillance

Le niveau de création d'établissement reste élevé mais affiche une croissance limitée de + 0,8 %. Les défaillances sont au plus haut depuis 2017.

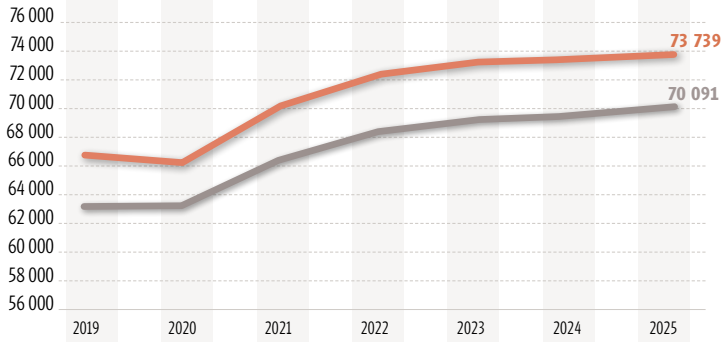
Bassin d'emploi de Lorient-Quimperlé

→ Une baisse de l'intérim sur un an

Emploi salarié privé au 2e trimestre sur le bassin de Lorient-Quimperlé depuis 2019

Source : URSSAF
Traitement AudéLor

● : Emploi y compris intérim
● : Emploi salarié privé



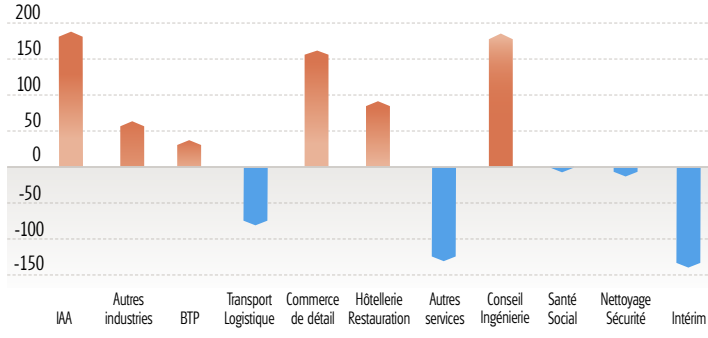
L'emploi hors intérim continue de progresser. En revanche, l'intérim baisse de - 3,7 % sur un an.

Bassin d'emploi de Lorient-Quimperlé

→ Les industries, principales créatrices d'emplois

Évolution annuelle de l'emploi par secteur entre 2024 et 2025 sur le bassin de Lorient-Quimperlé (point à fin juin)

Source : URSSAF
Traitement AudéLor



5 secteurs affichent des pertes d'emplois sur un an : transport-logistique, autres services, santé-social, nettoyage-sécurité et intérim.

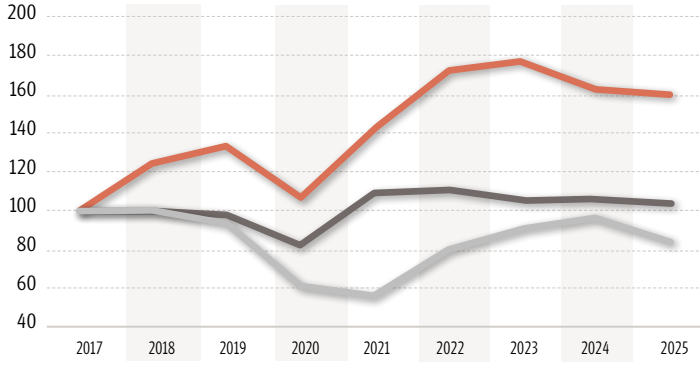
Bassin d'emploi de Lorient-Quimperlé

→ Une baisse des recrutements en CDI

Évolution du nombre de contrats par année en base 100 dans le bassin d'emploi de Lorient-Quimperlé (point à fin juin)

Source : URSSAF
Traitement AudéLor

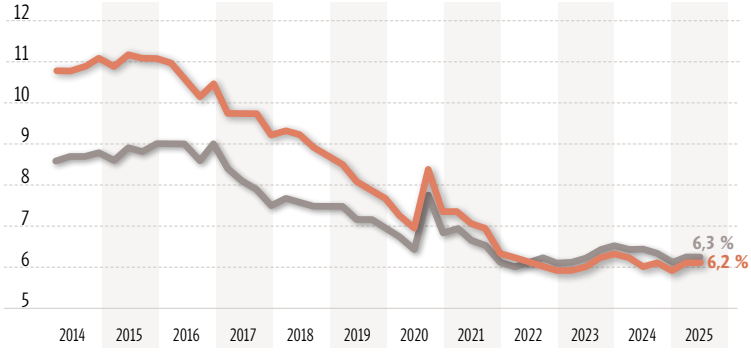
— CDI
— CDD long
— CDD court



Déjà en baisse en 2024, les recrutements en CDI poursuivent leur recul. Après 3 ans de progression, les recrutements en CDD courts sont en repli sur le 1er semestre 2025. Les CDD longs sont stables.

Zones d'emploi de Lorient et Quimperlé

→ Des taux de chômage stabilisés à un niveau bas



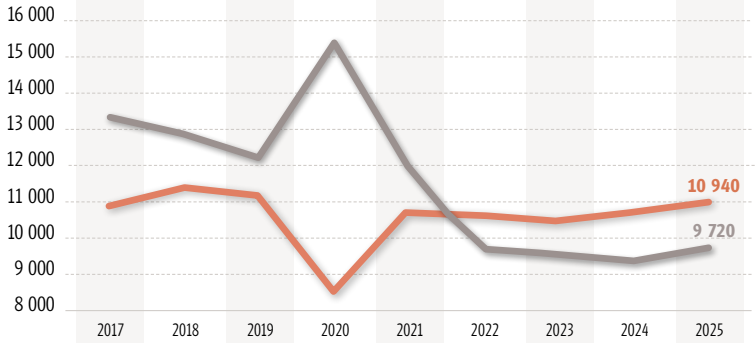
Évolution des taux de chômage des zones d'emploi de Lorient et Quimperlé entre 2014 et 2025 (2e trimestre)

Source : Insee
Traitement AudéLor
— ZE Quimperlé
— ZE Lorient

Les zones d'emploi de Lorient et Quimperlé affichent des taux de chômage stables, proches du niveau régional à 6,0 % et en-dessous de la moyenne nationale (7,5%).

Bassin d'emploi de Lorient-Quimperlé

→ Une demande d'emploi en hausse



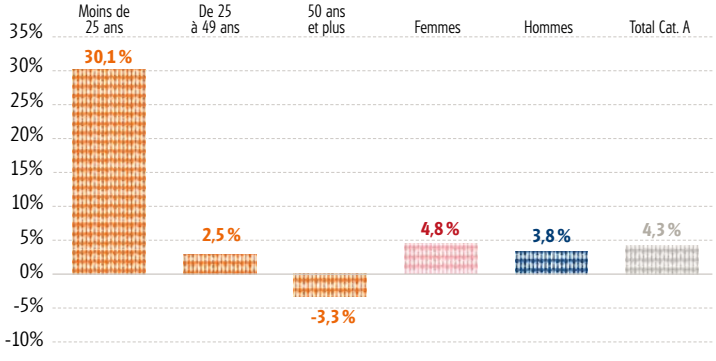
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre 2017 et 2025 (2e trimestre)

Source : Dares
Traitement AudéLor
— Cat. A
— Cat. B et C

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité) et de catégorie B et C (ayant une activité partielle ou de courte durée) sont en légère progression sur 1 an de respectivement + 4,1 % et + 3,2 %.

Bassin d'emploi Lorient - Quimperlé

→ Une forte augmentation des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A entre 2024 et 2025 (3e trimestre)

Source : Dares
Traitement AudéLor

Sur le 3e trimestre 2025, la demande d'emploi des jeunes a fortement progressé (+ 30,1 %) alors que celle des 25 à 49 ans n'augmente que de + 2,5 % et celle des seniors est baisse en de 3,3%.
Les données 2025 sont impactées par plusieurs évolutions règlementaires :

- *La mise en place au 1er janvier 2025 de la loi plein emploi a eu un effet à la hausse sur la catégorie A et sur les jeunes. Les données nationales sans prise en compte des effets de la loi plein emploi fait apparaitre une baisse du nombre d'inscrit en catégorie A (-1%) et une augmentation pour les jeunes de +2%.*
- *En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. La mise en œuvre du décret a eu pour effet de réduire le nombre de radiations et donc une estimation à la hausse pour la catégorie A.*

PAYS DE LORIENT-QUIMPERLÉ

L'économie maritime : le pays de Lorient-Quimperlé au premier rang des créations d'emplois en Bretagne

En 2010, AudéLor a créé un observatoire de l'économie maritime locale afin de mesurer son poids sur le territoire et de suivre son évolution. À partir de 2016, cette initiative a été élargie à l'ensemble de la Bretagne portée par les agences d'urbanisme et de développement et les CCI, en partenariat et avec le soutien de la Région. Ce travail permet de mettre régulièrement à jour les chiffres clés de l'économie liée à la mer, et de comparer les trajectoires de chacun des pays bretons.

+ d'infos

→ cf. communication n°276, L'économie maritime du pays de Lorient-Quimperlé diversifiée et en croissance, décembre 2025

Le pays de Lorient-Quimperlé, 2e pays maritime breton en nombre d'emplois

Avec 16 140 emplois maritimes, le pays de Lorient-Quimperlé concentre 20 % des effectifs maritimes bretons, derrière le pays de Brest (42 %). À titre de comparaison, l'économie maritime du pays de Lorient-Quimperlé représente 15 % du total des emplois du territoire, soit presque le double de celui du secteur BTP (Source Insee 2022). Trois domaines concentrent 72 % des emplois maritimes locaux :

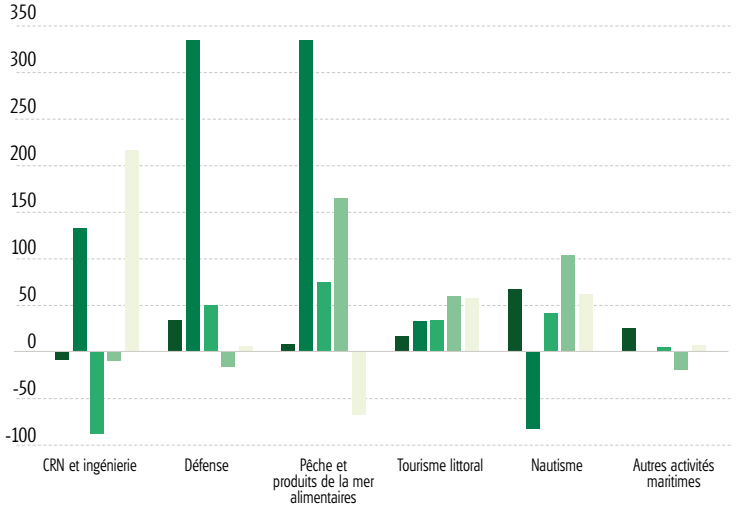
- la construction-réparation navale, avec 4 450 emplois, soit 28 % ;
- les activités de Défense liées à la mer, avec 3 580 emplois, soit 22 % ;
- la pêche et les produits de la mer alimentaires, avec 3 530 emplois, soit 22 %.

Viennent ensuite le domaine du tourisme littoral (1 970 emplois estimés) et le nautisme (1 730 emplois).

Domaines maritimes	Nombre d'emplois fin 2024	Évolution fin 2019 - fin 2024
Construction-réparation navale	4 450	+ 1 088
Défense nationale liée à la mer	3 578	+ 36
Pêche et produits de la mer alimentaires	3 526	- 167
Tourisme littoral	1 965	+ 285
Nautisme	1 734	+ 313
Autres activités maritimes	886	+ 31
TOTAL	**16 139**	**+ 1 586**

Le pays de Lorient-Quimperlé au 1er rang des territoires bretons créateurs d'emplois maritimes

Entre 2019 et 2024, hors tourisme littoral, l'économie maritime du pays de Lorient - Quimperlé a progressé de + 10,5 % (contre + 2,5 % seulement en Bretagne). Ce qui représente 260 emplois supplémentaires par an. Cette évolution positionne notre territoire au premier rang des pays bretons créateurs d'emplois maritimes, devant le pays de Brest (+ 206 emplois par an).
Tous les domaines ont créé de l'emploi à l'exception de la pêche et des produits de la mer alimentaires, qui a perdu 167 emplois sur la période 2019-2024. Cette baisse résulte principalement de la chute de - 41 % des effectifs dans la pêche (- 282 emplois), liée notamment au Brexit et aux plans de sortie de flotte. En effet, 4 navires de pêche hauturière sur les 8 rattachés au port de Lorient Keroman en 2019 ont été sortis de la flotte en 2023. Ce contexte défavorable a parfois aussi précipité des départs à la retraite ainsi que des réorientations professionnelles. Cette forte diminution des emplois dans la pêche locale entraine une baisse (- 4,5%) dans le domaine de la pêche et des produits de la mer. Elle est toutefois moins forte qu'à l'échelle régionale : - 10,2 %.
Le domaine de la construction-réparation navale a quant à lui enregistré une forte progression sur les 5 dernières années en gagnant 1 090 emplois entre 2019 et 2024, portée en grande partie par Naval Group. Le nautisme et le tourisme littoral sont également en croissance.



Évolution de l'emploi maritime en moyenne annuelle sur le pays de Lorient-Quimperlé

Source : AudéLor, réseau des Agences d'urbanisme et de développement et réseau des CCI de Bretagne

- 2003-2009
- 2009-2012
- 2012-2016
- 2016-2019
- 2019-2024

La diversité de l'économie maritime du pays de Lorient-Quimperlé permet de compenser depuis 2003 les pertes dans les domaines en difficulté par des créations dans les domaines en développement, sur chacune des périodes.

Pays de Lorient-Quimperlé

Impact de la Défense sur le pays de Lorient-Quimperlé

Ce travail vise à analyser les retombées économiques et sociales de la présence de la Défense sur le pays de Lorient-Quimperlé. Deux infrastructures majeures y jouent un rôle central : la base d'aéronautique navale (BAN) de Lann-Bihoué et la base FUSCO (Fusiliers Marins et Commandos). Une attention particulière est également portée sur le rôle des industries de Défense dans la dynamique locale

+ d'infos

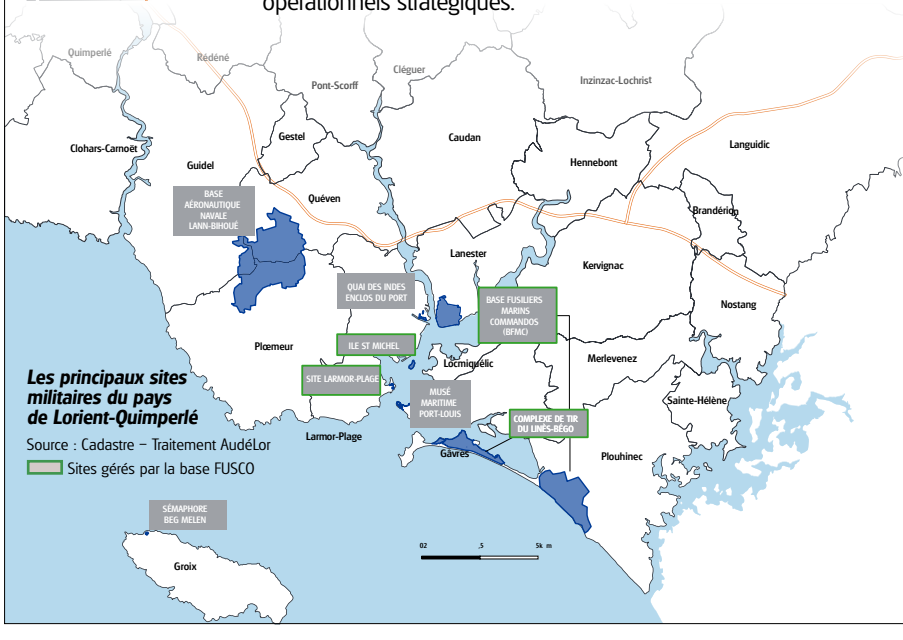
→ cf. communication n°272, Impact de la Défense sur le pays de Lorient-Quimperlé, décembre 2025

La Marine nationale sur le pays de Lorient-Quimperlé : 2 bases et 4 sites principaux

La Marine nationale dispose de quatre sites historiques sur le territoire :

- la base des Fusiliers Marins et Commandos (FUSCO) à Lanester ;
- le complexe de tir du Linès-Bégo (Gâvres, Plouhinec, Plouharnel) ;
- la base d'aéronautique navale (BAN) de Lann-Bihoué (Quéven, Ploemeur, Guidel) ;
- le site de l'Enclos du Port – Quai des Indes à Lorient.

Ces infrastructures, couvrant près de 1 300 hectares, répondent à des enjeux opérationnels stratégiques.



La base des Fusiliers Marins et Commandos (FUSCO), située à Lanester, abrite l'état-major de la Force Maritime des Fusiliers Marins et Commandos. Elle accueille 6 des 7 commandos marine français et forme chaque année 2 500 élèves au sein de l'École des Fusiliers Marins. L'Île Saint-Michel, en plein cœur de la rade, sert de terrain d'entraînement au combat pour les fusiliers et les commandos. La base joue également un rôle clé dans l'interface entre la Marine et les industriels de la construction navale, en intervenant à toutes les étapes, de la définition des besoins à la réception des navires.

Le complexe de tir du Linès-Bégo, rattaché à la base FUSCO, est un site polyvalent dédié à l'entraînement au tir (terrestre, aérien et maritime). Il répond aux besoins opérationnels des forces terrestres, des navires de surface, des aéronefs embarqués et des unités aéroterrestres.

La base d'aéronautique navale (BAN) de Lann-Bihoué se distingue par son caractère interarmées (Marine nationale, Armée de l'Air) et interministériel (Défense, Intérieur, Finances). Elle abrite 4 flottilles d'aéronefs dédiées à la patrouille maritime, au guet aérien, à la formation et à la logistique. La base accueille régulièrement les entraînements des Rafale affectés au porte-avion. La maintenance des aéronefs est assurée sur la base par l'Atelier Industriel Aéronautique (AIAé) de Bretagne dont le siège est sur le territoire. Elle abrite également le Centre d'Entraînement et de Formation de l'Aéronautique Navale, qui forme chaque année 300 stagiaires (personnel volant non-pilote, contrôleurs aériens, spécialistes des drones).

Le site de l'Enclos du Port-Quai des Indes abrite des services dédiés à l'accompagnement des militaires et de leurs familles, ainsi que la gestion des infrastructures et du patrimoine de la Défense. La gendarmerie maritime dispose également d'infrastructures sur le secteur. Enfin le Cercle Mixte de la Marine gère divers équipements et services destinés à améliorer le quotidien des militaires et de leurs familles dont un hôtel restaurant Escale Quai des Indes.

La garnison de Lorient comprend également les sémaphores de Beg Melen à Groix et du Talut à Belle-Ile. Ils assurent la surveillance maritime des côtes.

Enfin, le territoire héberge le Musée National de la Marine au sein de la Citadelle de Port-Louis. Il s'articule avec le musée de la Compagnie des Indes.

La base de Défense Brest-Lorient : le soutien aux forces opérationnelles

Pour assurer leur fonctionnement, les bases militaires du territoire bénéficient de l'appui de la base de Défense Brest-Lorient. Cette structure interarmées a pour mission d'optimiser le soutien administratif, logistique et opérationnel des unités militaires présentes sur le Finistère et le pays lorientais. La BAN de Lann-Bihoué et la base FUSCO abritent des antennes du Groupement de Soutien – Commissariat (GSC) de la Base de Défense Brest-Lorient.

Près de 3 600 civils et militaires sur le pays de Lorient-Quimperlé

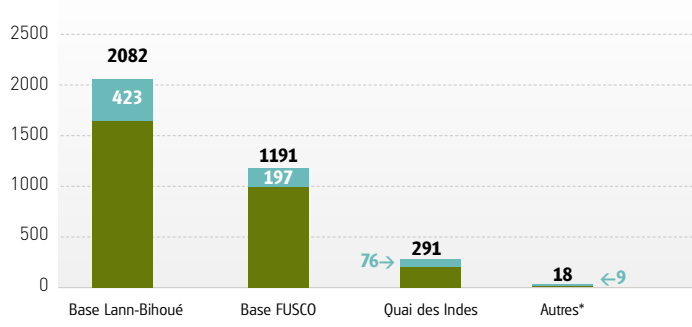
En 2024, le territoire du pays de Lorient-Quimperlé compte près de 3600 civils et militaires de la Défense qui sont très majoritairement rattachés à la Marine nationale. Le territoire représente 17 % des effectifs de la base de Défense Brest-Lorient. Les effectifs sont stables depuis 2013 et l'arrivée sur la BAN de Lann Bihoué des unités en provenance de la Base de Nîmes-Garons. Les effectifs d'active sont complétés par 454 réservistes, répartis entre la BAN de Lann-Bihoué (151) et la base FUSCO (303).

Les militaires représentent 80 % des effectifs. La BAN de Lann Bihoué concentre 58 % des effectifs, 33 % pour la base FUSCO et 8 % pour le site Quai des Indes.

Répartition des effectifs civils et militaires sur les différents sites en 2024

Source : COMAR – Traitement AudéLor
Effectifs civil et militaire, hors réservistes et hors élèves de l'école des fusiliers marins, y compris sémaphore de Groix et Musée Maritime de Port-Louis, hors sémaphore de Belle-Ile et Cross Étel

civil
militaire



100 millions d'euros de retombées économiques liées aux bases de la Marine nationale en 2024

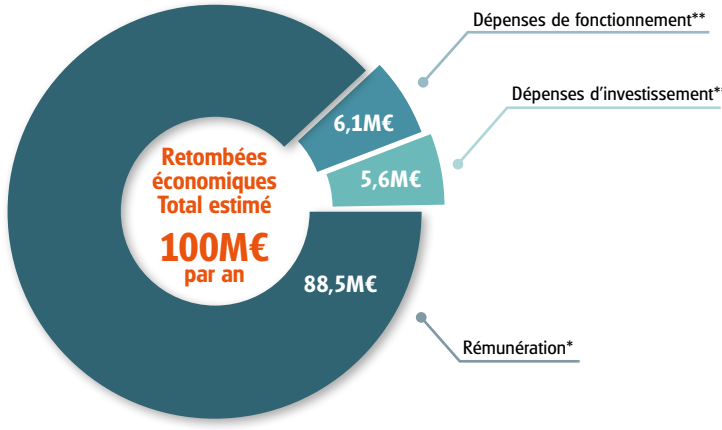
Les retombées économiques liées aux bases de la Marine nationale sur le territoire s'élèvent à 100 millions d'euros en 2024. 88 % de ces retombées proviennent des salaires des personnels civils et militaires résidents. Les dépenses de fonctionnement réalisées auprès de fournisseurs locaux, bien que plus modestes (7,6 millions d'euros), contribuent également à l'économie locale.
Cependant, la mutualisation des achats par la Base de Défense peut limiter l'accès des entreprises locales à ces marchés. Par ailleurs, la maintenance des aéronefs, qui nécessite des compétences spécialisées, est souvent confiée à des entreprises situées hors de Bretagne, en raison d'un tissu local et régional peu développé dans ce domaine. Les marchés d'infrastructures, quant à eux, sont majoritairement lancés à l'échelle nationale et attribués à de grands groupes, qui s'appuient parfois sur des sous-traitants locaux, générant ainsi des retombées économiques indirectes.

Estimation des retombées économiques de la Défense sur le pays de Lorient-Quimperlé

Source : Ministère des Armées
Estimation AudéLor

*Estimation des rémunérations des personnels civil et militaires résidants sur le pays de Lorient-Quimperlé

**Uniquement les dépenses réalisées auprès des entreprises du pays de Lorient-Quimperlé



Les industries de Défense : un pilier économique local

Au-delà de la présence des bases de la Marine nationale, les activités de défense sont très présentes sur le territoire. Le pays de Lorient-Quimperlé compte ainsi 60 entreprises relevant de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD), qui conçoivent et produisent des équipements pour les armées, ainsi que 20 prestataires ou fournisseurs spécialisés. Ces entreprises emploient environ 5 000 salariés, avec une forte concentration dans la construction navale, qui représente 58 % des effectifs. À lui seul, Naval Group compte pour 52 % de ces emplois.

Les retombées économiques des activités liées aux industries de Défense, estimées à partir des engagements de dépenses de la Direction Générale de l'Armement (DGA), sont estimées entre 700 et 800 millions d'euros pour le pays de Lorient-Quimperlé en 2025.

LORIENT AGGLOMÉRATION

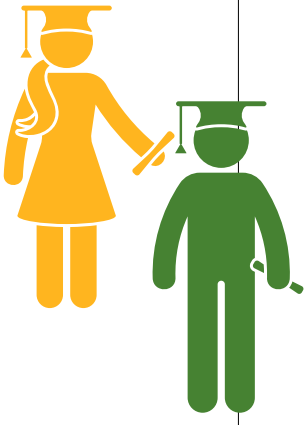
Formation, emploi et salaires, quel bilan pour les femmes dans l'agglomération de Lorient ?

Dans le cadre de la préparation de son rapport annuel sur l'égalité femmes-hommes, Lorient Agglomération a confié à AudéLor un état des lieux de la situation des femmes de l'agglomération sur différentes thématiques (emploi, revenus, santé, mobilités…). Cet article se concentre sur leur place dans l'activité économique.

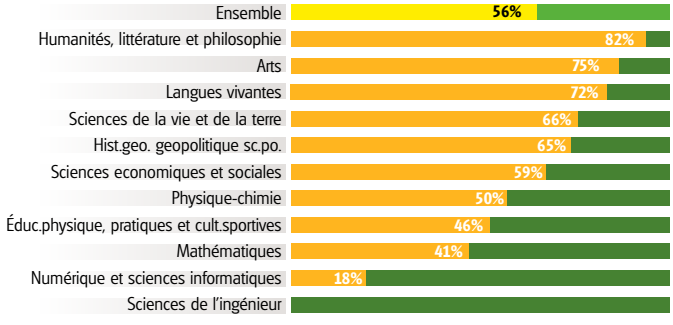
+ d'infos

→ cf. communication n°271, Diagnostic égalité femmes-hommes sur l'agglomération de Lorient, novembre 2025 sur www.audelor.com / Publication & études - Christine Boissonnot.

Plus de femmes diplômées mais des choix d'orientation très genrés



En 2021, 63 % des femmes de l'agglomération âgées de 25 à 64 ans ont un diplôme bac ou plus, contre 54 % des hommes. L'écart local (9 points) dépasse l'écart constaté au niveau national (5 points). En matière d'orientation, dès le secondaire, des différences apparaissent dans les choix réalisés. Au lycée, les filles sont majoritaires dans les filières générales (56 %) et minoritaires dans les filières technologiques (46 %) ou professionnelles (43 %). Dans la filière générale, comme majoritairement en France, les garçons sont plus nombreux dans les domaines scientifiques ainsi que dans la filière sport. Seul le secteur physique-chimie est mixte. Les filles sont majoritaires dans les autres spécialités non scientifiques (littérature, langues étrangères, arts, histoire-géographie…).



Répartition filles-garçons selon les spécialités en classe de terminale générale sur l'agglomération de Lorient en 2024

Source : Rectorat

Femme

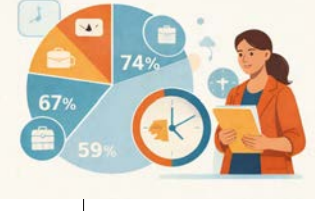
Homme

Ces choix très genrés se retrouvent également pour les classes de terminales technologiques. Concernant la filière professionnelle, les filles représentent 68 % des effectifs dans celles dédiées aux services (services à la personne, assistance-gestion, esthétique-cosmétique, coiffure et métiers de la communication) contre 7 % des effectifs dans les secteurs de la production (électricité et environnement connecté, maintenance, chaudronnerie…).
À l'Université Bretagne Sud, selon la filière et la spécialité de formation, la part des femmes varie considérablement. Elles représentent plus de 60 % de l'effectif dans la santé et le social mais aussi dans les formations de langues, sciences humaines et sociales, droit et gestion. Elles sont moins présentes dans les filières scientifiques et en écoles d'ingénieurs (17 %). Ce constat n'est pas spécifique à l'agglomération de Lorient, il se retrouve également au niveau national. Sur les dix dernières années, les écarts se sont peu réduits. La part des femmes dans les cursus scientifiques et techniques a toutefois progressé. Elle a également augmenté dans les celles où les femmes étaient déjà très présentes (santé et social).

Sur le marché du travail : la place des femmes s'accroît

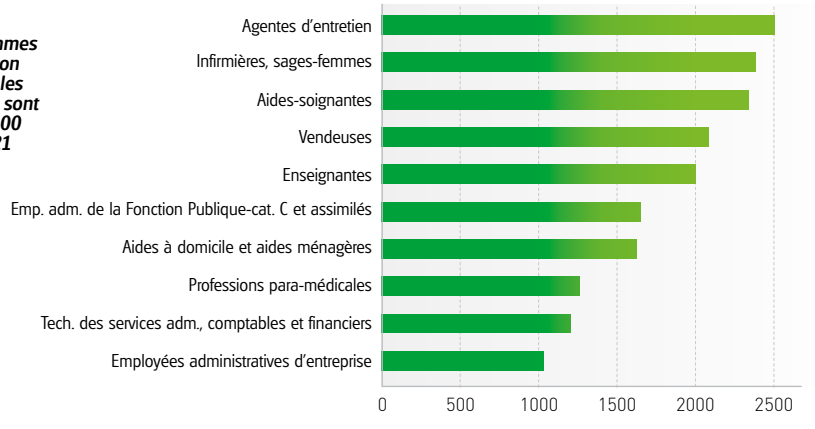
Le taux d'activité des femmes atteint 71 % en 2021, réduisant l'écart avec les hommes (de 4,5 points en 2015 à 2,4 en 2021). Chez les 15-24 ans, les jeunes hommes (45 % actifs) devancent les jeunes femmes (39,3 %), en raison notamment d'une plus grande pratique de l'alternance chez les garçons.
De même, le taux d'activité des femmes de 55 à 64 ans est un peu plus élevé que les hommes (52,3 % contre 51,2 %). En effet, celles-ci sont davantage concernées par des temps partiels et des interruptions de carrière que les hommes, ce qui les oblige à travailler plus longtemps.
En matière de créations d'entreprises sur le territoire de l'agglomération, la place des femmes s'élargit également : en 2021, 49 % des entreprises individuelles ont été créées par des femmes (contre 40 % en moyenne nationale). Les domaines dans lesquels les femmes créent davantage d'entreprises sont les services, l'enseignement, la santé, l'action sociale et l'artisanat.

Emploi féminin : moins diversifié et plus souvent à temps partiel



Sur les 83 métiers définis par la nomenclature professionnelle de l'Insee, 25 sont majoritairement féminins. Ces 25 métiers occupés majoritairement par des femmes (dits "féminisés") regroupent 67 % des emplois des femmes alors que les 43 métiers occupés majoritairement par des hommes ("masculinisés") rassemblent 59 % des emplois masculins. Les emplois féminins sont donc très concentrés sur une palette de métiers plus réduite.
Les femmes sont très majoritaires dans la catégorie des employés (74 %) et des professions intermédiaires (53 %). Elles représentent également 66 % des emplois dans l'administration et les secteurs de la santé.

Répartition des emplois des femmes de l'agglomération de Lorient dans les métiers où elles sont majoritaires (›1000 emplois) en 2021
Source : Insee, 2021



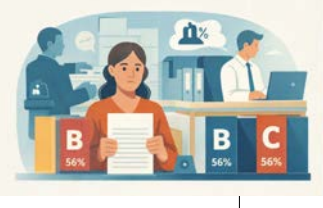
Les femmes salariées sont presque quatre fois plus souvent à temps partiel que les hommes. Elles sont en effet 27,3 % à travailler à temps partiel contre 7,5 % pour les hommes. Cette part est plus élevée qu'au niveau national (+3,3 pts). Cela peut s'expliquer en partie car le taux de féminisation des employés est élevé (74 %), et c'est la catégorie d'emplois qui regroupe le plus de temps partiel.

Près de la moitié des emplois féminins exposés aux risques

44 % des emplois occupés par des femmes dans l'agglomération sont des métiers féminisés de service. Selon la Dares, ils sont soumis à une plus forte exposition aux risques psychosociaux : contraintes dans l'organisation du temps de travail, contact direct avec le public, conflits de valeurs… Ce groupe comprend 11 métiers à prédominance féminine (77 % de femmes). Ces métiers correspondent aux activités de soins, d'enseignement, de commerce et de nettoyage. Seulement 12 % des emplois occupés par les hommes s'inscrivent dans ces métiers.
En parallèle, 30 % des emplois occupés par des hommes sont classés dans les métiers masculinisés ouvriers. Comme les métiers féminisés de service, ils sont exposés aux risques, mais de façon différente. Ces emplois se caractérisent par une exposition aux risques physiques et une autonomie réduite. Seulement 4 % des femmes occupent des postes dans ces métiers.

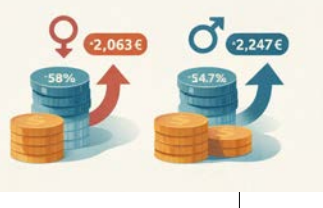
Chômage : les femmes sur-représentées dans les catégories B et C

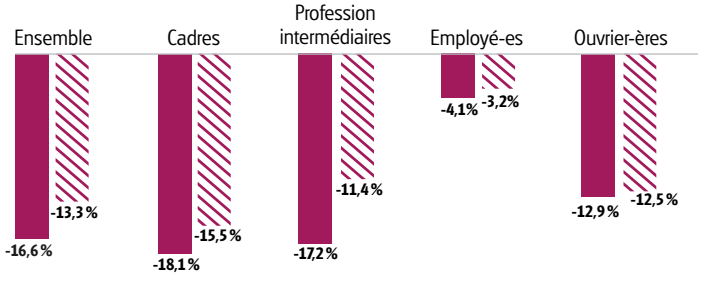
Au 1er trimestre 2025, les femmes représentent 51,8 % des inscrits en catégories A, B ou C. Elles représentent 48,3 % des demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité). Cette part est la même qu'au niveau régional (48,0 %). Les femmes sont sur-représentées (56 %) dans les catégories B et C (ayant une activité de plus ou moins de 78 h mensuelles). Elles sont ainsi plus souvent concernées par des emplois à temps partiel et en recherche d'heures complémentaires ou de rémunérations modestes ouvrant droit à un complément de revenu sous la forme d'indemnité de retour à l'emploi.



Des salaires moins élevés pour les femmes

En 2022, le salaire net mensuel théorique[1] sur l'agglomération de Lorient était de 2 063 € pour une femme et 2 472 € pour un homme pour un temps complet. Cet écart de salaire est plus marqué sur l'agglomération de Lorient (- 16,6 %) en moyenne qu'en France Métropolitaine (- 13,3 %). Pour des temps complets en 2022, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est de 409 € par mois. Cet écart a augmenté entre 2017 et 2022 de 7,9 % (30 €).
Les écarts de salaires sont plus élevés chez les cadres et professions intermédiaires que ce soit au niveau de l'agglomération ou au niveau national. Pour ces mêmes catégories, les écarts de salaires sont plus élevés à l'échelle de l'agglomération qu'au niveau national.





Écarts de salaire net horaire moyen entre les femmes et les hommes selon la catégorie socio-professionnelle en 2022 (en %)

Source : INSEE

Lorient Agglomération
France Métropolitaine

[1] *Nets mensuels théoriques : salaire net horaire moyen *151,67 heures pour un temps complet*

BRETAGNE

Géographie de l'emploi en Bretagne : une double polarisation

Comment évolue la répartition de l'emploi en Bretagne? Vers une concentration sur un nombre limité de territoires ou à l'inverse vers une diffusion équilibrée géographiquement ? Ces questions ont un impact sur les politiques territoriales de mobilité, d'habitat et de développement économique. Pour éclairer le sujet, AudéLor a examiné les tendances bretonnes de long terme et celles plus récentes au niveau des communes comme au niveau des zones d'emploi.

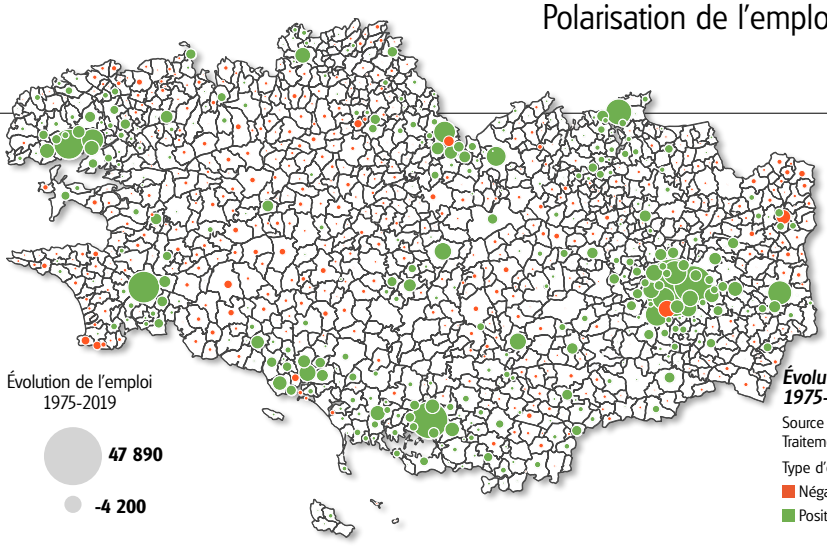
+ d'infos

→ Document technique à paraître

À l'échelle des zones d'emploi, une polarisation systématique vers les pôles urbains

Entre 1975 et 2019, parmi les 1 204 communes bretonnes, seulement 42 % (soit 500) ont connu des créations nettes d'emplois. La majorité (58 %) des communes de notre région comptent donc moins d'emplois en 2019 que 44 ans auparavant. Globalement, on assiste à une concentration de l'emploi. Plus les communes comptaient d'emplois en 1975, plus elles ont de chance d'être créatrices d'emplois sur la période. La part des communes créatrices passe ainsi de 34 % pour celles de moins de 500 emplois à plus de 75 % pour celles d'au moins 2 000 emplois. La concentration des créations d'emplois est très forte car 25 communes (soit 2 %) concentrent 49 % des emplois créés en 44 ans !

Comme le montre la carte ci-dessous, cette concentration s'opère dans chacune des zones d'emploi par une polarisation sur le pôle urbain principal : ville centre et/ou 1ère couronne périphérique selon les cas. On note aussi l'influence des axes routiers principaux (réseau de voies express). Cette évolution est à relier à la transformation de l'économie : forte diminution de l'emploi agricole (gains de productivité), hausse du secteur tertiaire et développement de l'impératif de "juste à temps" (raccourcissement des délais de livraison et besoin d'accessibilité aux 4 voies).



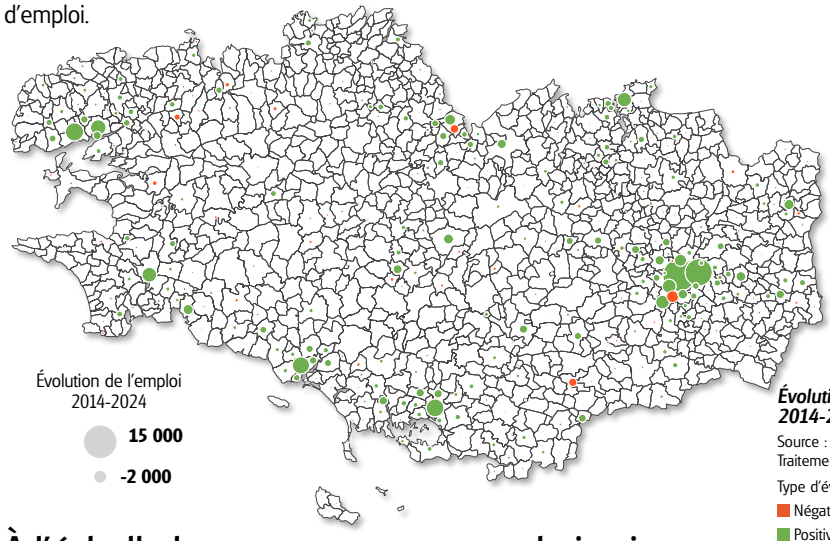
Évolution de l'emploi 1975-2019

Source : Insee
Traitement AudéLor

Type d'évolution
Négative
Positive

50 % des créations d'emploi dans 2 % des communes

Sur une période plus récente (2014-2024), le même phénomène est à l'œuvre pour l'emploi salarié privé. Les deux tiers des communes (soit 780) ont créé des emplois salariés. 25 communes soit 2 % concentrent 50 % de ces créations d'emploi.



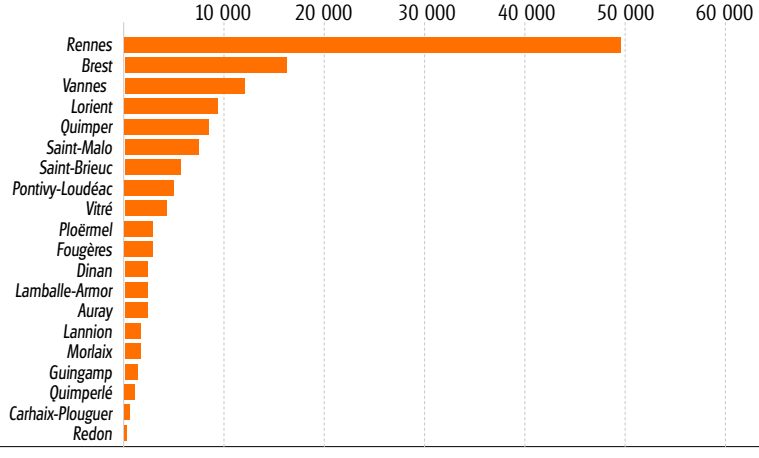
Évolution de l'emploi 2014-2024

Source : Acoss
Traitement AudéLor

Type d'évolution
Négative
Positive

À l'échelle bretonne, une nette polarisation sur la zone d'emploi de Rennes

Parmi les 20 zones d'emplois bretonnes, celle de Rennes est un des principaux moteurs des créations d'emplois. Elle concentre à elle seule 42 % des créations d'emplois sur la période 1975-2019, et 36 % des créations d'emplois salariés privés de 2014 à 2024. Les autres zones qui polarisent mais à un degré moindre les créations d'emploi bretonnes sont celles de Vannes, et sur la période récente Lamballe et Saint-Malo.

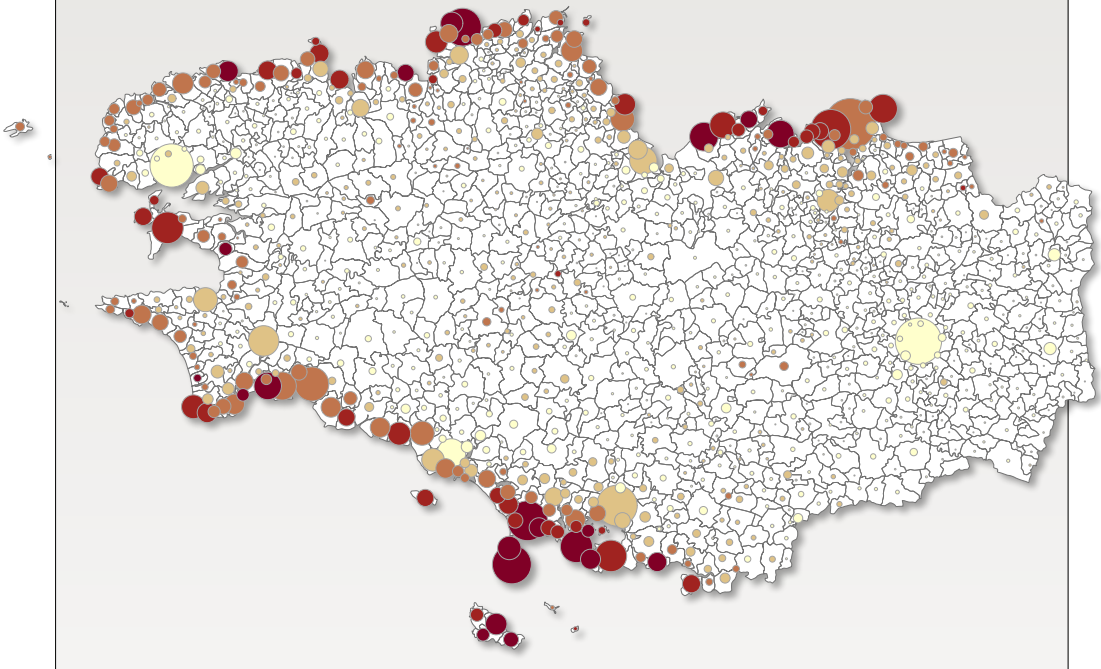


Évolution de l'emploi salarié privé de 2014 à 2024

Source : Acoss
Traitement AudéLor

Les locations de courte durée en Bretagne : un phénomène très littoral

Les 1 204 communes de Bretagne comptent près de 59 000 logements proposés à la location 120 jours ou plus par an. Ces locations de courte durée représentent l'équivalent de 3,7% des résidences principales. Principalement localisées sur le littoral, leur nombre peut représenter l'équivalent de plus de 15% des résidences principales dans 67 communes.



Nombre de locations de courte durée proposées 120 jours ou plus par an

2 005

500

100

Les locations de courte-durée sur les communes bretonnes en 2024

Source : AirDNA 2024, Insee Recensement 2022
Cartographie : AudéLor, décembre 2025

Part comparée aux résidences principales

- Inférieure à 2 %
- Entre 2 % et 6 %
- Entre 6 % et 15 %
- Entre 15 % et 25 %
- Entre 25 % et 59 %